



Dépêche No. 590 | 13 janvier 2023

Les Gabonais déplorent la hausse du niveau de corruption mais craignent des représailles en cas de dénonciation

Dépêche No. 590 d'Afrobarometer | Lionel Ossé

Résumé

Chaque année la corruption fait perdre à l'Afrique une somme de 148 milliards de dollars, soit environ 25% du produit intérieur brut moyen selon la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Au Gabon, les pertes annuelles liées à la corruption sont estimées entre 400 et 500 milliards de FCFA (Atcha, 2018 ; Mve, 2017). Le niveau avancé de la corruption nuit aux efforts de croissance du pays en ralentissant l'émergence d'une classe moyenne à travers la redistribution des profits générés par l'Etat (Mavoungou, 2019 ; Mve, 2017).

Pour lutter contre le fléau, un ministère dédié à la lutte contre la corruption a été créé. Le gouvernement a également mis sur pied la Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite et l'Agence Nationale d'Investigation Financière (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2014).

Cependant, la corruption dans le pays demeure endémique, en témoigne la 124^e place du pays sur 180 économies dans le classement de Transparency International sur l'Indice de Perception de la Corruption au cours de l'année 2021 (Ntoutoume, 2022). Les inquiétudes des populations sur l'étendue de la corruption dans le pays sont grandissantes. Les récents procès de l'ancien administrateur-directeur général de la Société Nationale des Hydrocarbures, de l'ancien porte-parole de la Présidence de la République et de l'ancien directeur général de la Caisse Nationale d'Assurance-Maladie et de Garantie Sociale, tous accusés de détournement de fonds et de blanchiment de capitaux, ont révélé l'ampleur de la corruption dans certaines hautes administrations du pays (Bouenguendi, 2022).

C'est dans ce contexte que les résultats de la dernière enquête d'Afrobarometer sont sollicités pour relater les perceptions de la population sur la corruption. Une large majorité des Gabonais estiment que la corruption s'est accrue dans leur pays au cours des 12 derniers mois. Aux yeux des citoyens, les officiels de la Présidence, les policiers/gendarmes et les députés à l'Assemblée Nationale seraient trempés dans des affaires de corruption ainsi que des agents des services publics de l'éducation et de la santé.

De plus, les Gabonais ne sont pas satisfaits de la performance de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, mais ils pensent risquer des représailles en signalant un acte de corruption.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en

cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERSEP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Trois enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

- Plus des trois quarts (76%) des Gabonais affirment que la corruption a augmenté dans le pays au cours des 12 derniers mois, dont 68% qui déclarent qu'elle a « beaucoup augmenté ».
- Parmi les institutions clé du pays, le président et les officiels de la Présidence, les policiers/gendarmes et les députés à l'Assemblée Nationale sont les plus largement perçues comme corrompues avec respectivement 70%, 68% et 67% de citoyens qui estiment que « la plupart » ou « tous » sont impliqués dans des affaires de corruption.
- Verser un pot-de-vin est une pratique plus ou moins courante au Gabon :
 - Parmi ceux qui ont eu affaire avec la police au cours des 12 derniers mois, plus de la moitié (51%) ont dû verser un pot-de-vin pour obtenir l'assistance de la police et 35% l'ont fait pour éviter des problèmes avec les policiers.
 - Pareillement pour 38% des citoyens qui ont essayé d'obtenir un document officiel, le quart (25%) de ceux qui ont obtenu un soin médical et 28% de ceux qui ont sollicité un service dans une école publique.
- Neuf Gabonais sur 10 (90%) désapprouvent la performance du gouvernement en matière de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique.
- La grande majorité (91%) des Gabonais affirment que les citoyens risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils dénoncent des actes de corruption.

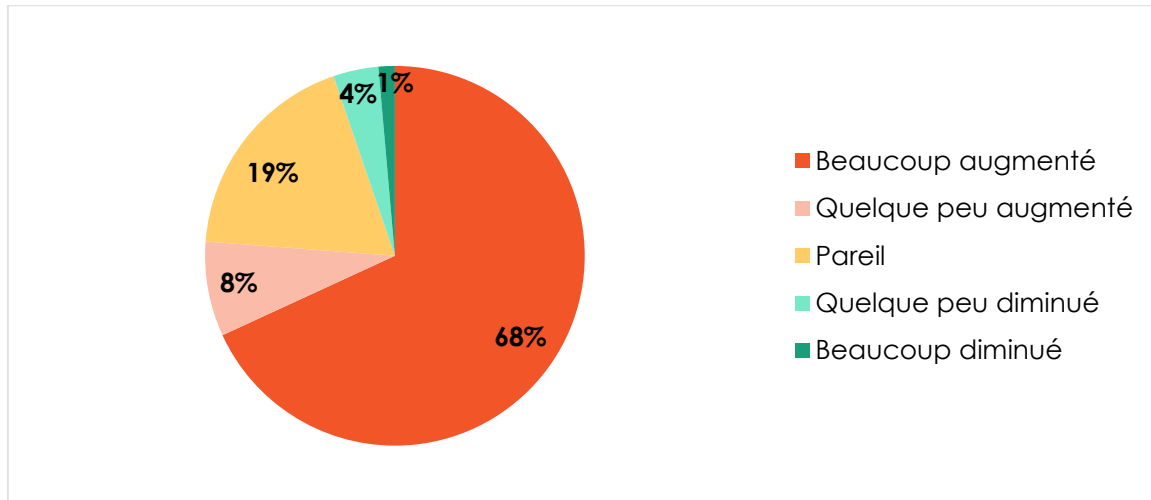
Ampleur de la corruption

Plus des trois quarts (76%) des Gabonais affirment que la corruption a augmenté dans le pays au cours des 12 derniers mois, dont 68% qui estiment qu'elle a « beaucoup augmenté ». Seulement 5% pensent que le niveau de la corruption a diminué (Figure 1).

Cette perception varie selon les caractéristiques démographiques des citoyens (Figure 2). La hausse du niveau de corruption est plus perçue par les ruraux (81%) que les citadins (75%) et par les moins nantis¹ (77%-80%) que les plus nantis (67%).

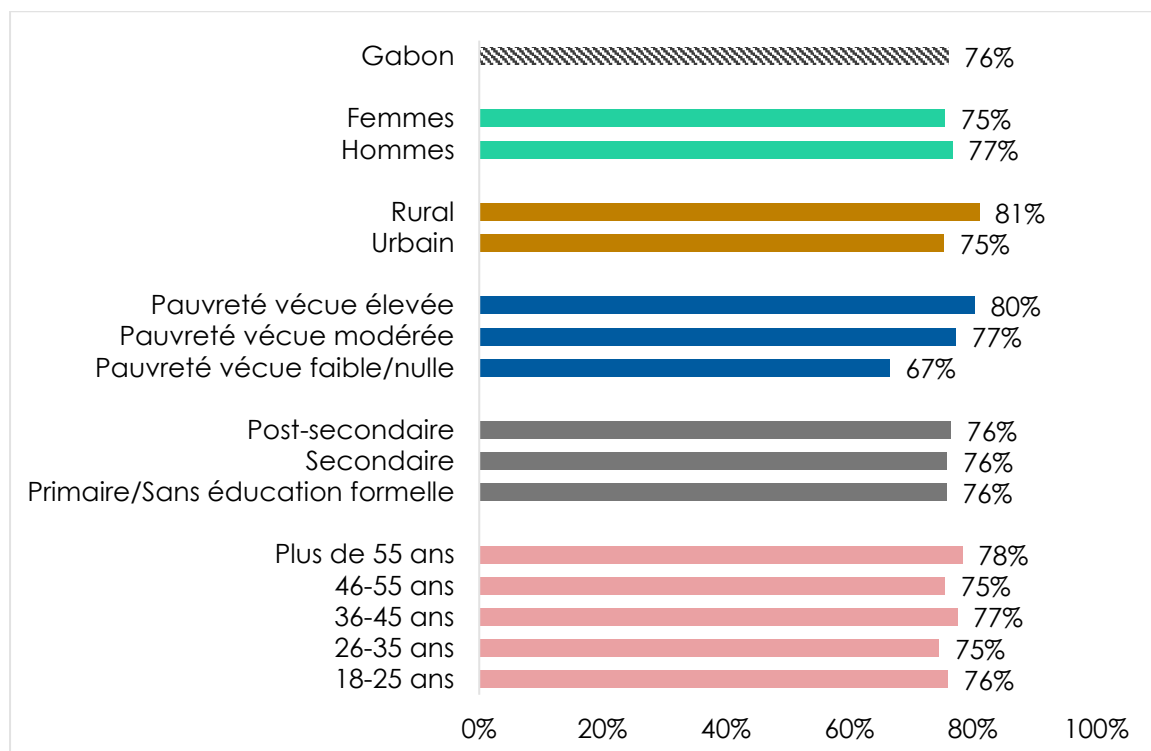
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 1 : Niveau de la corruption | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

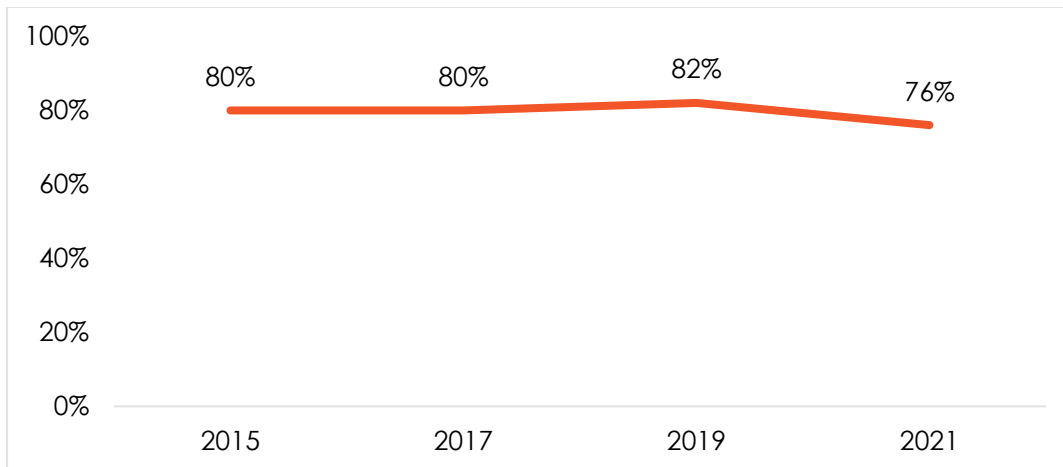
Figure 2 : Niveau de la corruption | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

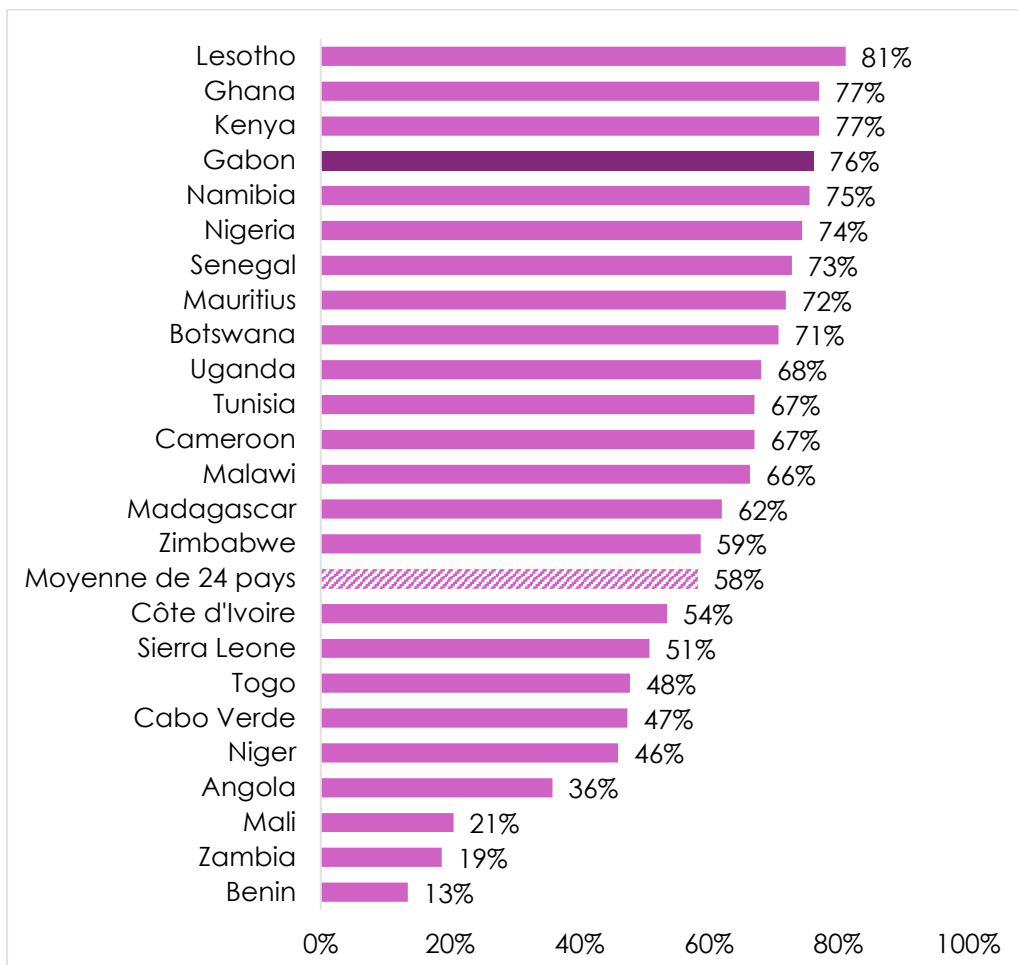
La perception que le niveau de corruption est à la hausse au Gabon a légèrement diminué (par 6 points de pourcentage) depuis 2019 (Figure 3), mais elle reste parmi les plus hautes parmi 24 pays sondés en 2021/2022, derrière le Lesotho (81%), le Ghana (77%) et le Kenya (77%) (Figure 4).

Figure 3 : Niveau de la corruption | Gabon | 2015-2021



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »).

Figure 4 : Niveau de la corruption | 24 pays | 2021/2022



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

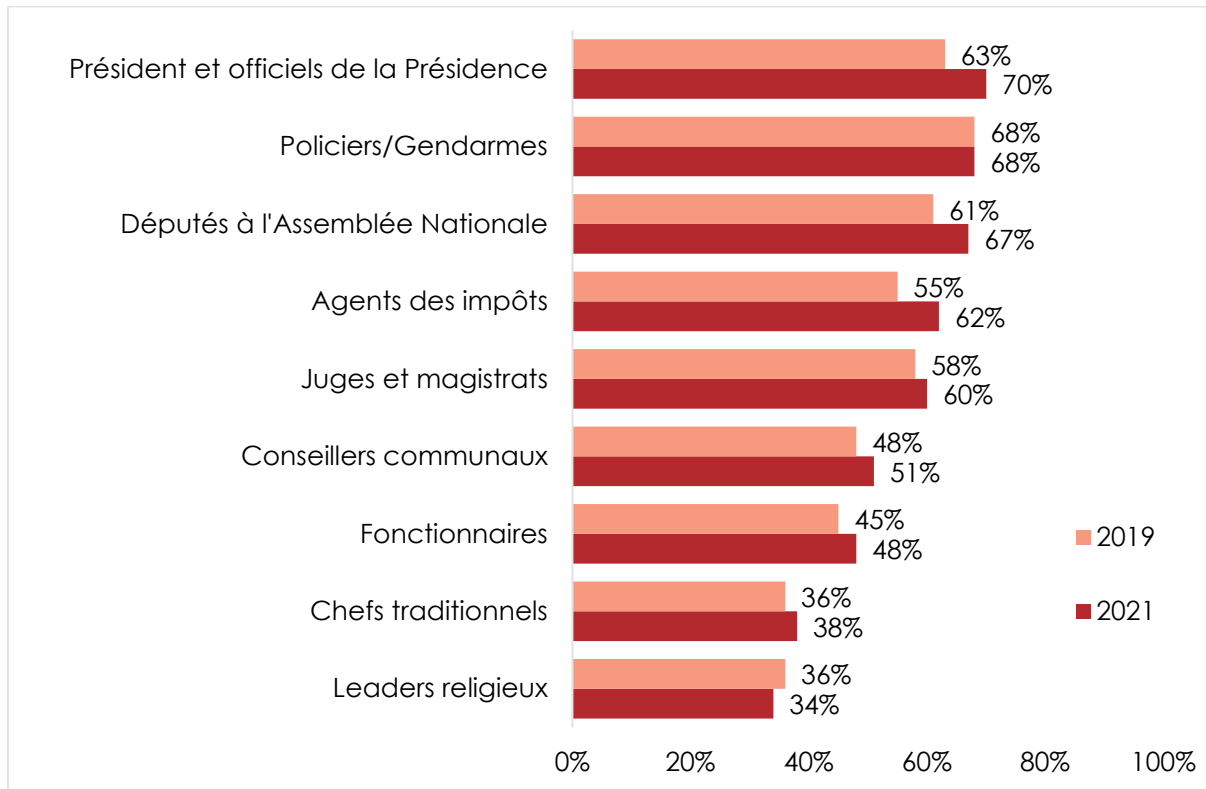
Corruption au sein des institutions publiques

Le secteur administratif est souvent l'un des plus touchés par la corruption, et l'administration gabonaise n'en fait pas exception. Aux yeux des citoyens, le président et les officiels de la Présidence sont les plus largement considérés comme corrompus parmi les institutions clés. Sept sur 10 (70%) des répondants pensent que « la plupart » ou « tous » les officiels de la Présidence sont impliqués dans des affaires de corruption.

A peu près les mêmes proportions perçoivent la corruption chez la plupart/tous les policiers/gendarmes (68%) et les députés (67%), suivis par les agents d'impôt (62%), les juges et magistrats (60%), les conseillers communaux (51%) et les fonctionnaires (48%). Les chefs religieux (34%) et les chefs traditionnels (38%) sont perçus comme étant moins corrompus (Figure 5).

Entre 2019 et 2021 le président et les officiels de la Présidence, les agents des impôts et les députés à l'Assemblée Nationale sont les institutions ayant connu plus de hausse de perception de corruption.

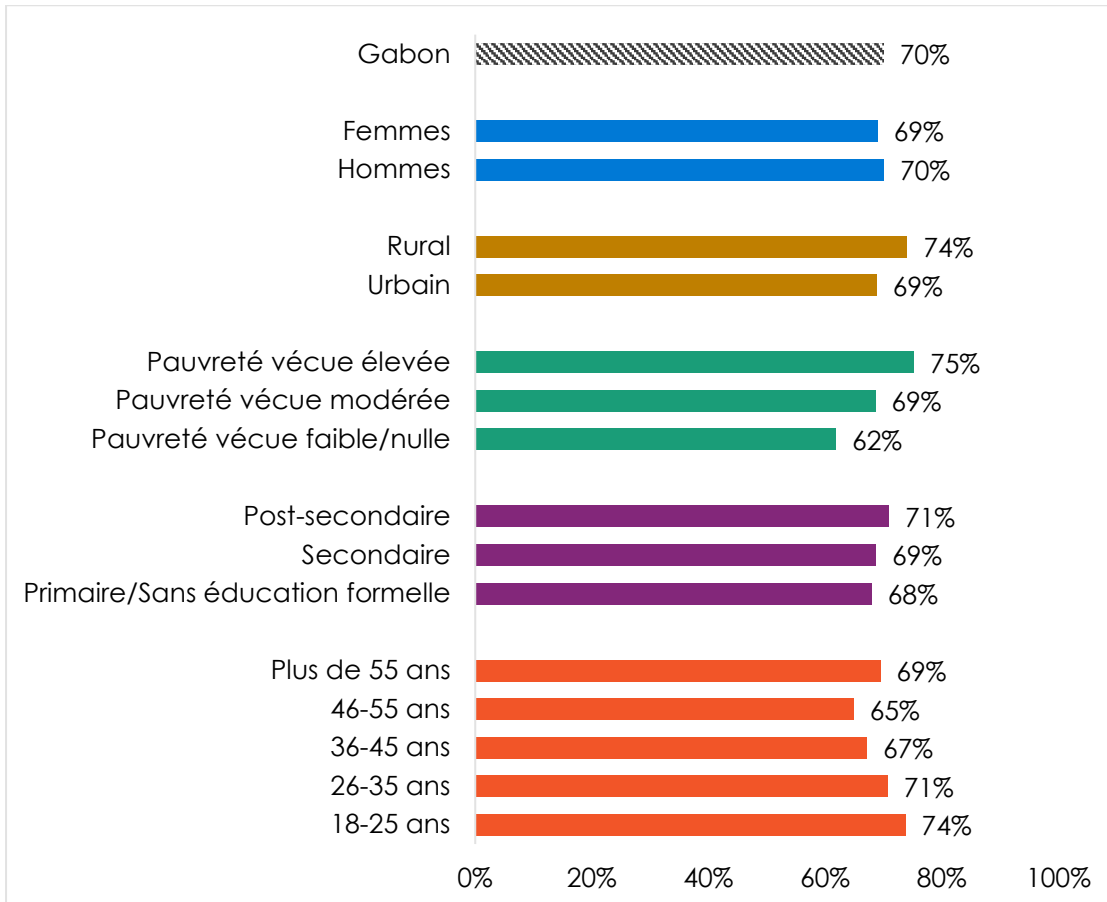
Figure 5 : Corruption perçue dans les institutions publiques clés | Gabon | 2019-2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

La perception de l'implication dans des affaires de corruption des officiels de la Présidence et du président est plus élevée chez les moins nantis (75%), les plus jeunes (74%) et les ruraux (74%) que chez les plus nantis (62%), les plus âgés (65%-69%) et les urbains (69%) (Figure 6).

Figure 6 : Perception de la corruption du président et des officiels de la Présidence
 | par groupe démographique | Gabon | 2021



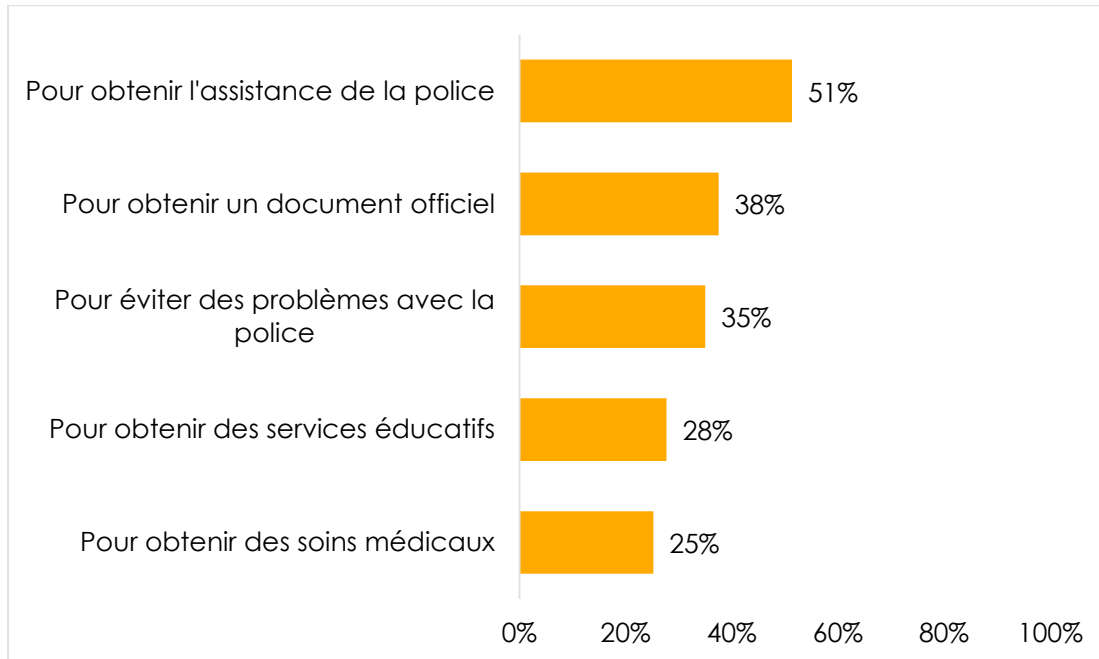
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Le président de la République et les fonctionnaires de la Présidence ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Expérience de la corruption

La corruption n'est pas une pratique exceptionnelle en Afrique (Keulder, 2021). Au Gabon les citoyens perçoivent une forte corruption au sein de leurs institutions publiques et sont parfois confrontés à des pratiques de corruption. Parmi les citoyens qui ont eu affaire avec la police au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, plus de la moitié (51%) déclarent avoir versé un pot-de-vin pour obtenir l'assistance des policiers, et environ un tiers (35%) affirment l'avoir fait afin d'éviter des ennuis aux postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête (Figure 7).

Il en est de même pour 38% des citoyens qui ont tenté d'obtenir un document officiel tel qu'une pièce d'identité, un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur ou une autorisation officielle du gouvernement, ainsi que pour environ le quart de ceux qui ont obtenu un soin médical (25%) et ceux qui ont sollicité un service dans une école publique (28%).

Figure 7 : Versement de pots-de-vin pour des services publics | Gabon | 2021



Questions posées aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

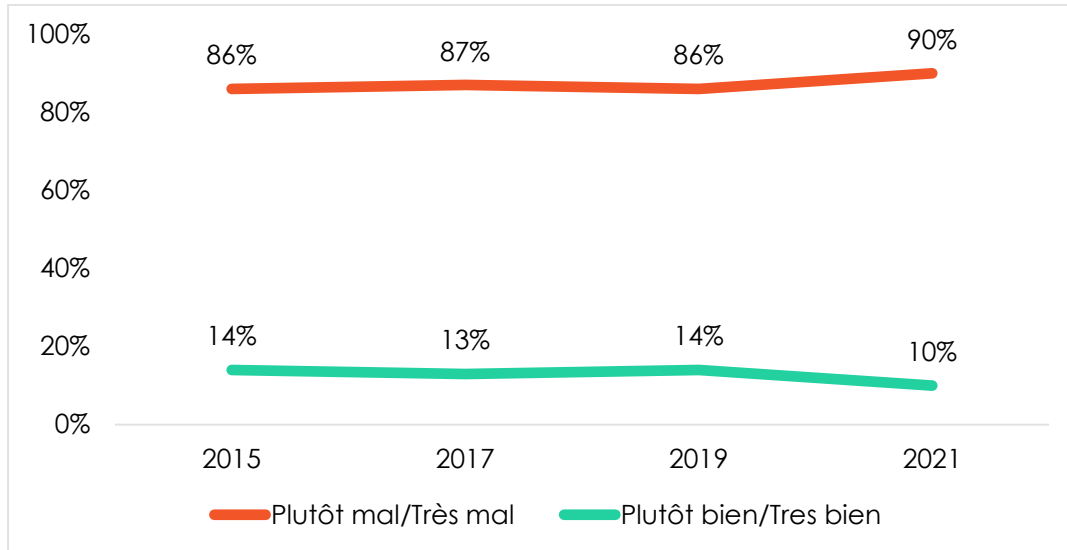
Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services publics sont exclus.)

Lutte contre la corruption

Bien que le gouvernement exprime sa volonté de combattre la corruption en prenant certaines mesures, ses efforts ne sont pas appréciés par les Gabonais (Figure 8). En effet, neuf sur 10 (90%) des citoyens désapprouvent la performance de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption dans l'administration publique – l'évaluation la plus mauvaise parmi les 24 pays dont les données de 2021/2022 sont disponibles. Cette insatisfaction est restée forte – et a même légèrement augmentée – depuis 2015.

Figure 8 : Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | Gabon | 2015-2021



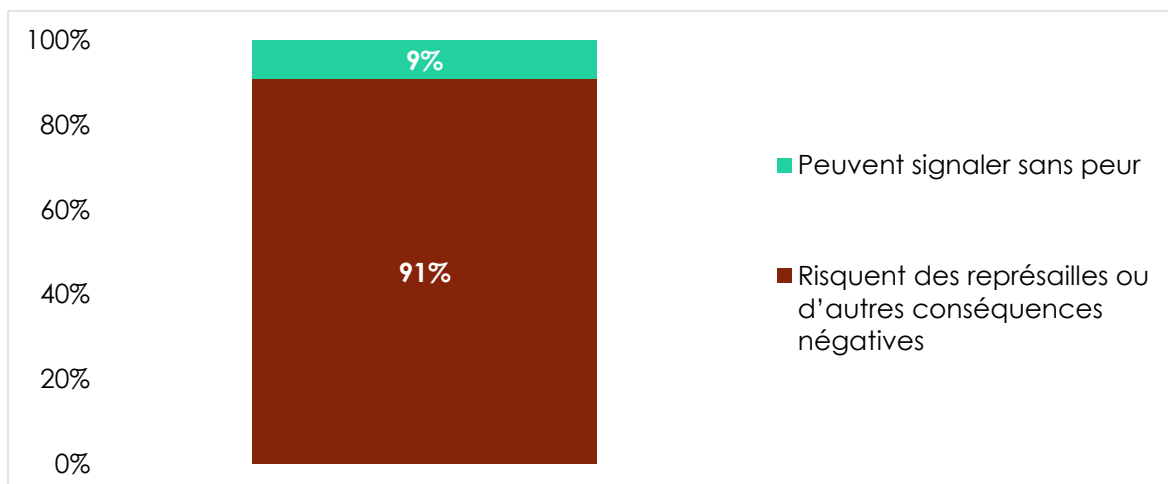
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Peur des représailles

Malgré la conscience de l'ampleur du problème de la corruption dans le pays, la lutte pour l'endiguer ne semble pas aisée pour les Gabonais. Plus de neuf citoyens sur 10 (91%) affirment qu'ils risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils dénoncent des faits de corruption alors que seulement 9% affirment pouvoir le faire sans peur (Figure 9).

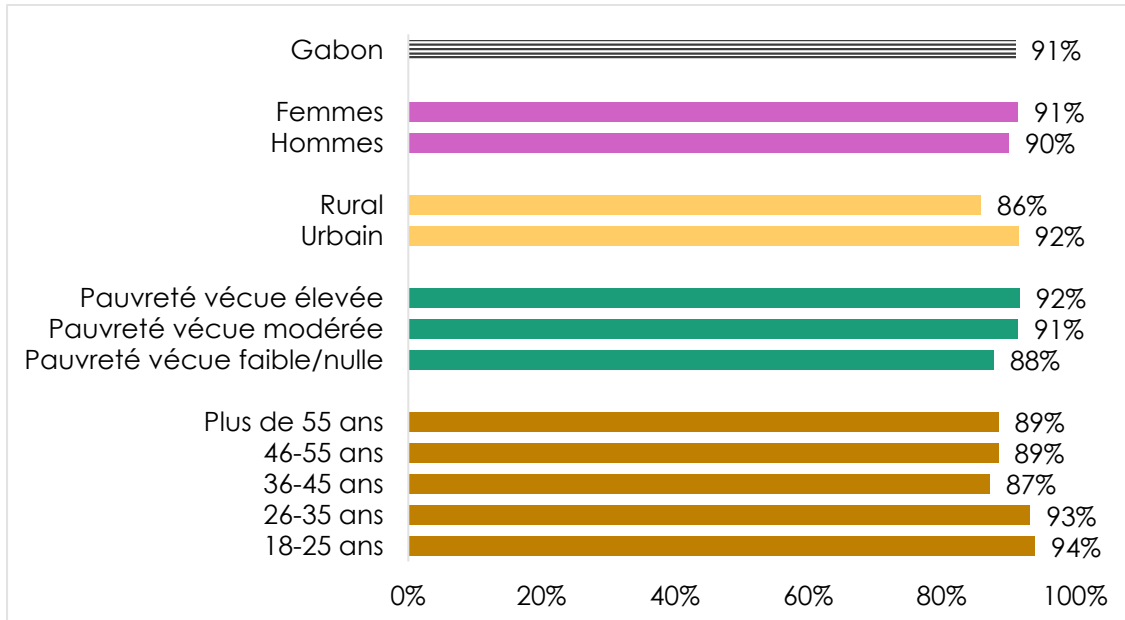
La perception de risque de représailles est forte à travers les groupes démographiques clés, même si elle est légèrement moins forte chez les habitants en milieu rural (86%), les mieux nantis (88%) et les personnes plus âgées (89%) (Figure 10).

Figure 9 : Risque de représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

Figure 10 : Risque de représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption
 | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ? (% qui disent qu'ils risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives)

Conclusion

Les actions initiées par le gouvernement du Gabon pour réduire la corruption telle que la création des institutions spécifiques dédiées à cette lutte ne semblent pas porter leurs fruits. La majorité des Gabonais estiment que le niveau de corruption est en constante augmentation.

S'ils pensent que la performance du gouvernement en matière de lutte contre la corruption reste assez insatisfaisante, les Gabonais craignent également de potentielles représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils viennent à dénoncer des actes de corruption. Pour lutter efficacement contre la corruption, le Gabon devrait multiplier les stratégies notamment des campagnes de sensibilisation mais également et surtout la mise en application des textes légaux qui assurent les mécanismes de contrôle et de transparence dans la gestion des ressources publiques. Des mécanismes de signalement des faits de corruption doivent être aussi renforcés afin de faciliter et encourager la dénonciation par les citoyens.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Atcha, E. (2018). La corruption fait perdre à l'Afrique le quart de son PIB. Tribune Afrique. 27 janvier.
- Bouenguidi, R. (2022). Suite aux révélations de l'opération Scorpion : Les uns sans les autres. Gabon Review. 19 août.
- Keulder, C. (2021). Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent. Dépêche No. 488 d'Afrobarometer.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Mavoungou, C., S. (2019). Au Gabon il faut « en finir avec la corruption » dit Ali Bongo Ondimba. BBC News Afrique. 9 juin.
- Mvé, G. E. (2017). La corruption freine le développement du Gabon. Média 241. 9 décembre.
- Ntoutoume, L. (2022). Corruption : Le Gabon atteint un niveau endémique. Gabon Review. 26 janvier.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2014). Stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

Lionel Ossé est le manager adjoint des enquêtes Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et de l'Afrique du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 590 d'Afrobarometer | 13 janvier 2023